

**LOI**  
**d'introduction dans le Canton de Vaud du Code civil suisse**  
**(LVCC)**

**211.01**

du 30 novembre 1910

---

LE GRAND CONSEIL DU CANTON DE VAUD

vu l'article 52 du titre final du Code civil suisse <sup>A</sup>  
vu le projet de loi présenté par le Conseil d'Etat

**PRECISIONS**

*Aux termes de l'article 174 du Code de droit privé judiciaire, du 12 janvier 2010 (RSV 211.02), les articles 2, chiffres 3, 7, 8, 8a et 9, 3, 4, chiffre 19, 11, chiffre 1, 21, alinéa 1, 62 à 64, 67 à 70, 88 à 118bis de la loi d'introduction dans le Canton de Vaud du Code civil suisse du 30 novembre 1910 demeurent en vigueur jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi fédérale du 19 décembre 2008 révisant le Code civil suisse (Protection de l'adulte, droit des personnes et droit de la filiation).*

*décrète*

TITRE I DÉSIGNATION DES AUTORITÉS COMPÉTENTES <sup>A</sup>

## Chapitre I Autorités judiciaires

## Art. 1 ...

Art. 2 <sup>26, 32, 33, 44</sup>

<sup>1</sup> Sont dans la compétence du juge de paix les mesures et décisions prévues par les articles ci-après du Code civil suisse :

1. ...
2. ...  
(318 al.2 ; CCS)
3. dresser, dans le cas prévu par l'article 70 al. 1 LVCC, l'inventaire des biens de l'enfant ;
4. ...
5. ...
6. ...  
(368, 369 371 ; CCS)
7. recevoir la déclaration des cas de tutelle ou d'interdiction et de ceux de détention nécessitant la nomination d'un tuteur, art. 368, al. 2, 369, al. 2 et 371, al. 2 ;  
(398 ; CCS)
8. dresser l'inventaire des biens d'un pupille, art. 398 ;  
(398, al.3 ; CCS)
- 8a. dresser l'inventaire, avec sommation publique, des dettes d'un pupille, sur réquisition de l'autorité tutélaire de surveillance, art. 398, al. 3 ;  
(400, 404 ; CCS)
9. présider à la vente aux enchères des biens d'un pupille, art. 400 et 404 ;
10. ...
11. ...
12. ...
13. ...
14. ...
15. ...
16. ...
17. ...
18. ...
19. ...
20. ...
- 20a. ...
21. ...
- 21a. ...
22. ...
23. ...
24. ...
25. ...
26. ...
27. ...

Art. 3 <sup>6, 20, 25, 26, 27, 32, 43, 44</sup>

<sup>1</sup> La justice de paix est l'autorité tutélaire (voir, outre les dispositions des titres X, XI et XII sur la tutelle, les articles 134, al. 1, 3 et 4; 145, al. 2; 146, al. 2, ch. 2; 147, al. 1; 273, al. 2; 275, al. 1; 287, al. 1; 298, al. 2; 298a; 307 à 310; 312 et 313; 314, ch. 1; 318, al. 2 et 3; 320, al. 2; 324 et 325; 385, al. 3; 823 CC).

<sup>2</sup> La justice de paix fonctionne en outre comme autorité compétente, sous réserve de recours au Tribunal cantonal:

1. pour prononcer l'interdiction ou pour désigner un tuteur ou un conseil légal, en vertu des articles 311, alinéa 2, 369, 370, 395 et 397 et pour ordonner la mainlevée de ces mesures, art. 433 et 439, al. 3;
2. pour désigner un tuteur à tout majeur condamné pour un an ou plus à une peine privative de liberté (art. 371) et pour lever cette tutelle;
3. pour statuer sur les demandes d'interdiction volontaire, de curatelle volontaire ou de désignation volontaire d'un conseil légal (art. 372, 394 et 395), ainsi que sur les demandes de mainlevée de ces mesures (art. 438 et 439);
4. pour prononcer les privations de liberté à des fins d'assistance et en ordonner la mainlevée (art. 397b).

**Art. 4** 1, 2, 12, 19, 20, 22, 26, 30, 32, 33, 39, 43, 44, 50

<sup>1</sup> Sont de la compétence du président du tribunal les décisions et mesures prévues par les articles ci-après du Code civil suisse :

1. ...
- 1 a. ...
- 1 b. ...
2. ...
3. ...
4. ...
5. ...
- 5a. ...
6. ...
7. ...
8. ...
9. ...
10. ...
11. ...
12. ...
13. ...
14. ...
15. ...
16. ...
- 16a ...
17. ...
18. ...
- (410 ; CCS)
19. la fixation d'un délai pour la ratification des actes du pupille, art. 410, al. 2 ;
20. ...
21. ...
22. ...
23. ...
24. ...
25. ...
26. ...
27. ...
28. ...
- 28a. ...
29. ...
- 29a. ...
30. ...
- 30a. ...
31. ...
32. ...
33. ...
34. ...
- 34a. ...
- 34b. ...
- 34c. ...
- 34d. ...
- 34e. ...
35. ...
36. ...
37. ...
38. ...
39. ...
40. ...
41. ...
42. ...
43. ...
44. ...
45. ...

<sup>2</sup> ...

**Art. 5** <sup>6, 20, 22, 25, 26, 32, 43, 44</sup> ...

**Art. 6** <sup>26, 43</sup> ...

**Art. 7** ...

**Art. 8** <sup>9, 37</sup> ...

**Art. 8bis** <sup>3</sup> ...

## **Chapitre II      Autorités administratives**

**Art. 9** ...

**Art. 10** <sup>26, 31, 43</sup> ...

**Art. 11** <sup>2, 8, 13, 21, 26, 31</sup>

<sup>1</sup> Sont dans la compétence du préfet les actes mentionnés aux articles ci-après du Code civil suisse :  
(371 ; CCS)

1. donner avis à l'autorité tutélaire de la mise à exécution d'une condamnation entraînant l'ouverture d'une tutelle, art. 371, al. 2 ;
2. ...
3. ...

**Art. 12** <sup>10, 22, 32, 36, 40, 43, 45, 49</sup> ...

**Art. 12bis** <sup>10, 31, 45</sup> ...

**Art. 12ter** <sup>10, 43, 45, 49</sup> ...

**Art. 12quater** <sup>22, 32, 49</sup> ...

**Art. 13** <sup>10, 35, 43</sup> ...

**Art. 14** <sup>43, 49</sup> ...

**Art. 15** <sup>39</sup> ...

**Art. 16** <sup>32, 42</sup> ...

**Art. 17** ...

**Art. 18** ...

**Art. 18a** <sup>44</sup> ...

## **TITRE II            DISPOSITIONS COMPLÉMENTAIRES DE DROIT CIVIL ET RÈGLES DE PROCÉDURE**

### **Chapitre I        Dispositions générales**

**Art. 19** <sup>20, 32</sup> ...

**Art. 20** <sup>1, 2, 8, 12, 13, 19, 20, 26, 30, 32, 43, 44</sup> ...

**Art. 21** <sup>43</sup>

<sup>1</sup> Les actions prévues à l'article 5 ci-dessus comme étant de la compétence du tribunal sont intentées selon les dispositions spéciales qui les régissent ou, à défaut de dispositions spéciales, selon les règles ordinaires de la procédure, à l'exception des chiffres 5 et 6.

<sup>2</sup> ...

**Art. 22** ...

**Art. 23** ...

**Art. 24** <sup>26</sup> ...

**Art. 25** ...

**Chapitre II** ...

**Chapitre III De la famille (CCS Livre II)**

*SECTION I* ...

*SECTION II* ...

*SECTION III* <sup>32</sup> ...

*SECTION IV* ...

*SECTION V DE LA FILIATION (CCS TITRES VII ET VIII)* <sup>26</sup>

*Sous-section I* <sup>26</sup> ...

*Sous-section II* ...

*Sous-section III De l'autorité parentale et des biens de l'enfant*

**Art. 62 (385 al. 3; CCS)** <sup>26</sup>

<sup>1</sup> Dans le cas prévu à l'article 385, al. 3 du Code civil suisse, la justice de paix examine d'office s'il y a lieu de nommer un tuteur à l'interdit, plutôt que de le placer sous autorité parentale.

**Art. 63 (310 ; CCS)** <sup>2, 8, 13, 26, 49</sup>

<sup>1</sup> Lorsqu'il y a lieu de faire application de l'article 310 du Code civil suisse <sup>A</sup> et de retirer aux parents ou à des tiers la garde de l'enfant, la justice de paix place celui-ci dans une famille ou dans un établissement, soit directement, soit par l'intermédiaire du Département de la formation, de la jeunesse et de la culture.

<sup>2</sup> Ces mesures sont prises, à la requête des père et mère ou de l'enfant, de la manière prescrite par l'article 64 ci-après ou d'office. Dans ce dernier cas, si les père et mère ou l'un d'eux s'y opposent, elles ne peuvent être ordonnées qu'en conformité des dispositions de la procédure civile (art. 399 et suivants du Code de procédure civile <sup>B</sup>).

**Art. 64 (310 ; CCS)** <sup>13, 26, 49</sup>

<sup>1</sup> Dans le cadre de l'article 310, alinéa 2 du Code civil suisse, les requérants s'adressent par écrit à la justice de paix. Les motifs peuvent être indiqués verbalement au juge de paix.

<sup>2</sup> Celui-ci, après une enquête orale, soumet le cas à la justice de paix.

<sup>3</sup> Si l'enfant doit être placé dans une famille de confiance ou dans un établissement d'éducation, la justice de paix rend une décision qui est immédiatement communiquée pour exécution au Département de la formation, de la jeunesse et de la culture. La justice de paix peut, toutefois, faire exécuter elle-même la mesure ordonnée.

**Art. 65** <sup>26</sup> ...

**Art. 66** <sup>13</sup> ...

**Art. 67 (311; CCS)** <sup>13, 26</sup>

<sup>1</sup> Dans les cas où il y a lieu à retrait de l'autorité parentale, en application de l'article 311 du Code civil suisse, il est procédé en conformité des dispositions de la procédure civile (articles 399 et suivants du Code de procédure civile <sup>A</sup>).

**Art. 68 (307, 308, 310, 311, 315 al. 2, 324 ; CCS)** <sup>26, 49</sup>

<sup>1</sup> La justice de paix intervient d'office ou sur dénonciation d'un membre de la famille, du Département de la formation, de la jeunesse et de la culture, du préfet du district, du syndic ou d'un municipal du lieu de domicile ou du lieu de séjour de l'enfant, lorsqu'il s'agit de l'application des articles 307, 308, 310, 311, 315, al. 2 et 324 du Code civil suisse <sup>A</sup>.

**Art. 69 (313; CCS)**<sup>13, 26</sup>

<sup>1</sup> Le rétablissement de l'autorité parentale ou du droit de garde est décidé par l'autorité compétente pour en prononcer le retrait.

**Art. 70 (318 al. 2 et 3, 322 al. 2; CCS)**<sup>26</sup>

<sup>1</sup> Si l'inventaire requis par l'article 318, alinéa 2 du Code civil suisse n'est pas fourni à l'autorité tutélaire dans les vingt jours dès l'entrée en possession des biens par le détenteur de l'autorité parentale, il est dressé d'office par le juge de paix suivant les formes de la procédure civile (art. 591 à 594 du Code de procédure civile<sup>A</sup>). Il en est de même si l'autorité tutélaire estime que l'inventaire privé qui lui est produit est insuffisant.

<sup>2</sup> Pour le surplus, les mesures prévues aux articles 318, alinéa 3 et 322, alinéa 2 sont de la compétence de la justice de paix.

*Sous-section IV*<sup>26</sup> ...

*Sous-section V*<sup>26</sup> ...

*SECTION VI*<sup>26</sup> ...

*SECTION VII* ...

*SECTION VIII DE LA TUTELLE (CCS TITRES, X, XI ET XII)*

*Sous-section I Organisation*

**Art. 88 (361; CCS)**

<sup>1</sup> Les autorités de tutelle sont: la justice de paix comme autorité tutélaire, et le Tribunal cantonal comme autorité de surveillance.

**Art. 89 (373, 395 434, 439, al. 3; CCS)**

<sup>1</sup> Sous réserve des articles 90 et 91 ci-après, la procédure à suivre en matière d'interdiction (CCS art. 373), de dation d'un conseil légal (CCS art. 395), et de mainlevée de l'interdiction (CCS art. 434), ou de la curatelle du conseil légal (CCS art. 434 et 439, al. 3), est réglée par les dispositions de la procédure civile<sup>A</sup>.

**Art. 90 (371; CCS)**

<sup>1</sup> En cas de condamnation d'un majeur à une peine privative de la liberté pour un an ou plus, le préfet chargé de l'exécution de la peine donne, sans délai, au juge de paix du domicile du condamné l'avis prévu par l'article 371 du Code civil suisse, à l'effet de provoquer la nomination du tuteur.

**Art. 91 (372, 394, 395; CCS)**<sup>6, 20, 25, 44</sup>

<sup>1</sup> Les demandes d'interdiction volontaire, de curatelle volontaire et de dation volontaire d'un conseil légal en vertu des articles 372, 394 et 395 du Code civil suisse sont adressées à la justice de paix du domicile du requérant.

<sup>2</sup> La justice de paix statue sur la demande, après avoir entendu le requérant et, dans la mesure nécessaire, avoir vérifié les faits allégués par lui.

(438, 439; CCS)

<sup>3</sup> Les mêmes règles sont applicables aux demandes de mainlevée des mesures indiquées à l'alinéa premier.

<sup>4</sup> Le Ministère public pourra recourir contre la décision de la justice de paix.

**Art. 92 (368 al. 2; CCS)**

<sup>1</sup> Les officiers de l'état civil, les assesseurs de paix, les syndics et les membres des municipalités sont spécialement chargés, en application de l'article 368, al. 2 du Code civil suisse, d'aviser immédiatement le juge de paix, lorsqu'un mineur est dépourvu de tuteur.

<sup>2</sup> Les officiers de l'état civil sont, en particulier, tenus de communiquer au juge de paix du domicile de la mère toute naissance illégitime<sup>A</sup>.

**Art. 93 (379 et suiv.; CCS)**<sup>44, 47</sup>

<sup>1</sup> lorsque le juge de paix est avisé d'un cas de tutelle, il fait procéder aussitôt à la nomination du tuteur par la justice de paix.

<sup>2</sup> ...

<sup>3</sup> L'incapable, s'il est âgé de 16 ans ou plus et non privé de discernement, ses plus proches parents ou alliés ainsi que son conjoint ou son partenaire enregistré sont cités pour être entendus sur le genre de tutelle à instituer et le choix du ou des tuteurs.

**Art. 94 (362 et suiv.; CCS)**<sup>47</sup>

<sup>1</sup> Si deux proches parents ou alliés majeurs, ou l'un d'eux et le conjoint ou le partenaire enregistré du pupille, font la demande d'une tutelle privée, la justice de paix entend les requérants. Ceux-ci sont tenus de lui remettre l'acceptation éventuelle des parents ou alliés proposés pour faire partie du conseil de famille, avec l'indication des sûretés offertes. La justice de paix dresse procès-verbal de l'audition et transmet les pièces, avec son préavis, à l'autorité de surveillance. Il est sursis à la nomination du tuteur

<sup>2</sup> Le juge de paix prend les mesures conservatoires nécessaires. Au besoin, la justice de paix désigne un curateur ad interim.

**Art. 95**

<sup>1</sup> L'autorité de surveillance, saisie d'une demande de tutelle privée, prononce à bref délai. Elle peut, d'office ou à leur requête, entendre les requérants.

**Art. 96**

<sup>1</sup> Si la tutelle privée n'est pas requise ou si elle n'est pas admise, la justice de paix nomme le tuteur en se conformant aux articles 379 à 391 du Code civil suisse.

**Art. 97 (383, § 6; CCS)**

<sup>1</sup> Sont dispensés de la tutelle, outre les personnes mentionnées à l'article 383 du Code civil suisse:

1. les membres du Conseil d'Etat et le chancelier;
2. le procureur général et ses substituts;
3. les préfets.

**Art. 97a**<sup>53</sup>

<sup>1</sup> Sont en principe confiés à un tuteur/curateur privé :

- a. les mandats tutélaires pour lesquels une personne respectant les conditions légales de nomination se propose volontairement ou accepte sa désignation sur demande du pupille ;
- b. les mandats tutélaires pouvant être confiés à un notaire, un avocat, un fiduciaire ou tout autre intervenant privé ayant les compétences professionnelles requises pour gérer un patrimoine financier ;
- c. les mandats tutélaires qui concernent les pupilles placés dans une institution qui assume une prise en charge continue ;
- d. les mandats tutélaires qui, après leur ouverture et leur mise à jour complète, n'appellent qu'une gestion administrative et financière des biens du pupille ;
- e. tous les cas qui ne relèvent pas de l'alinéa 4.

<sup>2</sup> Le tuteur/curateur privé ne peut être nommé qu'après s'être vu proposer une formation de base gratuite. Il est veillé à la formation continue du tuteur/curateur. Il reçoit un dossier de tutelle/curatelle complet et mis à jour comprenant notamment toutes les données financières du pupille.

<sup>3</sup> L'Etat apporte un soutien technique approprié aux tuteurs et curateurs privés.

<sup>4</sup> Sont en principe confiés à l'Office du tuteur général, les mandats tutélaires présentant à l'évidence les caractéristiques suivantes :

- a. problèmes de dépendance liés aux drogues dures ;
- b. tout autre problème de dépendance non stabilisé ou dont la médication ou la thérapie prescrite n'est pas suivie par la personne concernée ;
- c. maladies psychiques graves non stabilisées ;
- d. atteinte à la santé dont le traitement implique des réunions de divers intervenants sociaux ou médicaux ;
- e. déviance comportementale ;
- f. marginalisation ;
- g. problèmes liés à un dessaisissement de fortune ;
- h. tous les cas d'urgence au sens de l'article 386 CCS, sous réserve des cas visés par les lettres a) et b) de l'alinéa 1 de la présente disposition ;
- i. tout autre cas qui, en regard des lettres a) à h) du présent alinéa, peut être objectivement évalué comme trop lourd à gérer pour un tuteur/curateur privé.

<sup>5</sup> D'office ou sur requête, la Justice de paix examine si les mandats confiés à des tuteurs privés présentent l'une des caractéristiques prévues à l'alinéa 4. Si tel est le cas, elle les attribue sans délai à l'Office du tuteur général. A l'inverse, sur requête de l'OTG, la Justice de paix attribue sans délai à un tuteur privé les mandats qui ne remplissent plus aucune des conditions prévues à l'alinéa 4.

**Art. 98 (392 à 394; CCS)**

<sup>1</sup> Lorsqu'il y a lieu de nommer un curateur en application des articles 392 à 394 du Code civil suisse, la justice de paix y procède à bref délai et après audition des intéressés, sur simple requête même verbale, ou d'office sur un rapport du juge de paix.

<sup>2</sup> Le juge de paix s'assure des circonstances qui rendent la nomination nécessaire.

<sup>3</sup> Dans les cas d'urgence, il désigne un curateur ad interim jusqu'à décision de la justice de paix, ou prend telle autre mesure commandée par les circonstances.

#### Art. 99

<sup>1</sup> Les syndics, les membres des municipalités et les assesseurs de paix sont spécialement chargés d'informer le juge de paix, lorsque des faits de nature à provoquer l'institution d'une curatelle parviennent à leur connaissance.

#### *Sous-section II Administration*

#### Art. 100 (398; CCS)

<sup>1</sup> L'inventaire des biens du pupille est dressé, en présence du tuteur, dans les formes prescrites par les dispositions de la procédure civile <sup>A</sup>.

#### Art. 101 (398 al. 3; CCS) <sup>44</sup>

<sup>1</sup> Lorsque le Tribunal cantonal ordonne, en conformité de l'article 398, alinéa 3 du Code civil suisse, un inventaire public, le juge de paix procède comme en matière de bénéfice d'inventaire.

#### Art. 102 (400, 404; CCS)

<sup>1</sup> La vente aux enchères publiques, prévue par l'article 400 du Code civil suisse pour le mobilier, et par l'article 404 pour les immeubles appartenant au pupille, a lieu sous l'autorité du juge de paix, qui préside aux opérations ou les fait présider par un membre de la justice de paix.

<sup>2</sup> La justice de paix fixe, dans chaque cas, de la manière qu'elle estime la plus favorable aux intérêts du pupille, la publicité à donner aux avis de vente, et, s'il s'agit d'immeubles, elle détermine la mise à prix et arrête les conditions de vente.

<sup>3</sup> En matière immobilière, le procès-verbal des enchères doit être tenu par un notaire.

<sup>4</sup> En matière mobilière, le procès-verbal est tenu par le tuteur, sous le contrôle du juge, ou par telle autre personne que le juge de paix désigne.

#### Art. 103 (413; CCS)

<sup>1</sup> Le tuteur est tenu de rendre compte annuellement à la justice de paix qui l'a nommé, à moins que celle-ci ne lui permette, à raison de la modicité de la tutelle, de rendre compte tous les deux ans seulement (CCS art. 413).

<sup>2</sup> Il présente, en même temps, un rapport écrit sur les conditions d'entretien, d'éducation et autres dans lesquelles se trouve le pupille.

<sup>3</sup> La justice de paix peut d'ailleurs, en tout temps, exiger un compte du tuteur et la présentation des titres et de l'argent, ainsi que des explications écrites ou verbales au sujet de l'entretien, de l'éducation et de la conduite du pupille, ou de telle autre circonstance intéressant ce dernier.

#### Art. 104 (362 et suiv.; CCS)

<sup>1</sup> En cas de tutelle privée, le conseil de famille adresse, chaque année, au Tribunal cantonal un rapport indiquant d'une façon précise la situation de fortune du pupille.

#### Art. 105 (398 al. 2, 409, 413; CCS)

<sup>1</sup> Le pupille âgé de 16 ans au moins et capable de discernement sera, autant que possible, appelé à l'inventaire de ses biens (CCS art. 398, al. 2) et à la reddition des comptes (CCS art. 413, al. 3), et consulté pour tous les actes importants d'administration (CCS art. 409).

<sup>2</sup> Mention de la présence du pupille ou des raisons de son absence sera faite dans les procès-verbaux relatifs aux opérations de la tutelle et dans les décisions de la justice de paix.

#### Art. 106 (416; CCS)

<sup>1</sup> La rémunération du tuteur est fixée par la justice de paix au moment de la reddition des comptes pour la période comptable écoulée, eu égard au travail accompli et aux revenus du pupille.

#### Art. 107 (420 <sup>A</sup>; CCS) <sup>2, 7, 18</sup>

<sup>1</sup> Lorsque le pupille est indigent, la tutelle est exonérée des émoluments de justice et de toute rémunération au tuteur.

<sup>2</sup> L'Etat rembourse au tuteur ses débours et lui alloue une indemnité équitable.

#### Art. 108

<sup>1</sup> Les requêtes, recours, mémoires adressés aux autorités de tutelle et toutes autres pièces produites devant ces autorités ne sont pas soumis au timbre.

**Art. 109 (420; CCS)** <sup>44</sup>

<sup>1</sup> Le recours à l'autorité tutélaire contre les actes du tuteur s'exerce par acte écrit adressé à la justice de paix.

<sup>2</sup> Ce recours peut être exercé pendant toute la durée de la tutelle.

<sup>3</sup> Le recours à l'autorité de surveillance contre les décisions de l'autorité tutélaire s'exerce par acte écrit, adressé, dans les dix jours dès leur communication, à la justice de paix ou au Tribunal cantonal (art. 420, al. 2 du Code civil). Il s'instruit conformément aux dispositions du code de procédure civile en matière non contentieuse <sup>A</sup>. L'autorité de surveillance peut procéder à toute audition qu'elle juge utile.

**Art. 110** <sup>40</sup> ...**Art. 111 (423; CCS)**

<sup>1</sup> Il n'y a lieu à révision des comptes de tutelle et à leur approbation par l'autorité de surveillance que dans les cas de recours contre la décision de la justice de paix acceptant, rectifiant ou refusant le compte présenté, ou lorsque l'autorité de surveillance l'ordonne d'office.

**Art. 112**

<sup>1</sup> L'autorité de surveillance peut, en tout temps, donner à la justice de paix les directions qu'elle estime utiles à la bonne administration d'une tutelle.

**Art. 113 (426 et suiv.; CCS)**

<sup>1</sup> L'action en responsabilité dirigée contre le tuteur ou les membres des autorités de tutelle est soumise aux règles ordinaires de compétence et de procédure.

<sup>2</sup> Toutefois, si elle est dirigée contre un ou plusieurs membres du Tribunal cantonal, dans l'exercice de leurs fonctions, elle est portée devant un tribunal neutre, constitué conformément à la procédure civile.

<sup>3</sup> Le président du tribunal neutre pourvoit à l'instruction préliminaire.

*Sous-section III Destitution du tuteur***Art. 114 (445 et suiv.; CCS)**

<sup>1</sup> Toute destitution doit être motivée.

<sup>2</sup> La justice de paix est tenue de statuer dans le plus bref délai possible sur toute requête à fin de destitution.

<sup>3</sup> Elle peut charger le juge de paix de procéder, avec l'assistance du greffier, à l'enquête prévue par l'article 447 du Code civil suisse, ou y procéder elle-même. Dans le premier cas, l'auteur de la demande de destitution et le tuteur doivent être entendus à nouveau, ou dûment cités à cet effet, devant la justice de paix.

**Art. 115**

<sup>1</sup> Les mesures provisoires prévues par l'article 448 du Code civil suisse peuvent être ordonnées par le juge de paix, d'office ou sur requête, dans les cas d'urgence où la justice ne peut se réunir en temps utile.

**Art. 116**

<sup>1</sup> Les dispositions de l'article 109 de la présente loi sur le recours à l'autorité de surveillance sont applicables aussi au recours contre les décisions de la justice de paix en matière disciplinaire (art. 445 à 450 CCS).

**Art. 117**

<sup>1</sup> Tout citoyen qui aura été destitué d'une tutelle comme coupable de négligence grave, de refus d'administrer, d'abus dans l'exercice de ses fonctions ou d'actes qui le rendent indigne, pourra, si la gravité des circonstances l'exige, être privé de ses droits civiques pour une durée de trois ans, au maximum, par prononcé de l'autorité de surveillance.

<sup>2</sup> Cette disposition ne s'applique pas au tuteur relevé de ses fonctions en application de l'article 445, alinéa 2 du Code civil suisse.

*Sous-section IV Pouvoir réglementaire du Conseil d'Etat***Art. 118 (425; CCS)**

<sup>1</sup> Le Conseil d'Etat règle par arrêté tout ce qui concerne le placement et la garde des fonds pupillaires, ainsi que la comptabilité, la forme des rapports, la reddition des comptes de tutelle et les tarifs <sup>A</sup>.

<sup>2</sup> Il édicte également, en complément des dispositions qui précèdent et dans la limite de l'article 425 du Code civil suisse, les prescriptions réglementaires propres à assurer la coopération des autorités tutélaires en vue de la bonne administration des tutelles et curatelles.

**Art. 118bis** <sup>7, 45, 48</sup>

<sup>1</sup> Le Conseil d'Etat peut instituer un tuteur général et arrêter les dispositions relatives à l'organisation de son bureau <sup>A</sup>.

<sup>2</sup> Le tuteur général est nommé par le Conseil d'Etat. Le tribunal cantonal fixe, par décisions générales, les cas dans lesquels les autorités tutélaires lui confient des tutelles, des curatelles et des surveillances d'enfants sous autorité parentale.

**Chapitre IV** ...

**Chapitre V** ...

TITRE III ...



<b>211.01</b>	<b>Tableau des modifications ( LVCC )</b>			<b>en vigueur Etat au 01.01.2012</b>
<b>Loi d'introduction dans le Canton de Vaud du Code civil suisse (LVCC)</b>				
	<b>du 30.11.1910</b>	(RA/FAO 1910 449)	<b>ev le 01.01.1912</b>	(RA/FAO 1910 449)
<b>EMPL :</b> 15.11.1910 pm 83	<b>1er débat :</b> 15.11.1910pm 131,133, 16.11pm 172, 17.11am 192,196	<b>2ème débat :</b> 29.11.1910 pm 358, 30.11.1910 am 385, 392	<b>3ème débat :</b> 30.11.1910 am 393	

<b>211.01-00</b>	<i>intr. diff.</i> le <b>30.11.1910</b>	(RA/FAO 1910 449)	<b>ev le 01.01.1912</b>	(RA/FAO 1910 449)
<b>Art.</b>	<b>Alinéa(s)</b>	<b>En vigueur le</b>	<b>Etat</b>	
198		17.02.1911	Introduction	historique
199		17.02.1911	Introduction	historique

<b>211.01-01</b>	<i>modif. en bloc</i> le <b>15.05.1916</b>	(RA/FAO 1916 107)	<b>ev le 01.07.1916</b>	(RA/FAO 1916 107)
<b>EMPL :</b> annexe à la fin du livre	<b>1er débat :</b> 08.05.1916 pm 140, 147	<b>2ème débat :</b> 15.05.1916 pm 259		
<b>Art.</b>	<b>Alinéa(s)</b>	<b>En vigueur le</b>	<b>Etat</b>	
4	1 ch.42,45		Abrogation	historique
20	1 ch.3		Modification	historique

<b>211.01-02</b>	<i>modif. en bloc</i> le <b>16.05.1938</b>	(RA/FAO 1938 121)	<b>ev le 01.01.1940</b>	(RA/FAO 1938 121)
<b>EMPL :</b> 28.03.1938 pm 1230, 1338	<b>1er débat :</b> 12.4.38pm1275,1342, 13.4.38am1357, 9.5.38pm112,127	<b>2ème débat :</b> 09.05.1938 pm 161, 176	<b>3ème débat :</b> 16.05.1938 pm 234, 249	
<i>Modifiés par loi du 16.05.1938 sur la prévoyance sociale et l'assistance publique</i>				
<b>Art.</b>	<b>Alinéa(s)</b>	<b>En vigueur le</b>	<b>Etat</b>	
4	1 ch.15		Abrogation	historique
11	2		Introduction	historique
20	1 ch.2		Modification	historique
63	1		Modification	historique
107			Modification	historique
214	1 ch.3		Abrogation	historique

<b>211.01-03</b>	<i>modif. en bloc</i> le <b>21.11.1938</b>	(RA/FAO 1938 184)	<b>ev le 01.01.1939</b>	(RA/FAO 1938 184)
<b>EMPL :</b> 15.11.1938 am 96, 99	<b>1er débat :</b> 15.11.1938 am 107, 111	<b>2ème débat :</b> 21.11.1938 pm 135, 137		
<i>Introduit par loi du 21.11.1938 sur les associations illicites (RSV 150.11)</i>				
<b>Art.</b>	<b>Alinéa(s)</b>	<b>En vigueur le</b>	<b>Etat</b>	
8bis			Introduction	historique

<b>211.01-04</b>	<i>modif. en bloc</i> le <b>18.11.1940</b>	(RA/FAO 1940 244)	<b>ev le 01.01.1941</b>	(RA/FAO 1940 244)
<b>EMPL :</b> 12.11.1940 am 163	<b>1er débat :</b> 12.11.1940 am 183, 231, pm 264, 266	<b>2ème débat :</b> 18.11.1940 pm 364, 370	<b>3ème débat :</b> 18.11.1940 pm 370	
<i>Modifiés par loi du 18.11.1940 d'application dans le canton de Vaud de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite</i>				
<b>Art.</b>	<b>Alinéa(s)</b>	<b>En vigueur le</b>	<b>Etat</b>	
210bis			Introduction	historique

214	1 ch.4		Abrogation		<a href="#">historique</a>
-----	--------	--	------------	--	----------------------------

<b>211.01-05</b>	<i>modif. en bloc le</i> <b>07.12.1942</b>	(RA/FAO 1942 225)	ev le <b>15.12.1942</b>	(RA/FAO 1942 225)	
<b>EMPL :</b> 16.11.1942 pm 112	<b>1er débat :</b> 16.11.1942 pm 118, 123	<b>2ème débat :</b> 07.12.1942 pm 228, 229			
<b>Art.</b>	<b>Alinéa(s)</b>	<b>En vigueur le</b>	<b>Etat</b>		
31			Modification		<a href="#">historique</a>

<b>211.01-06</b>	<i>modif. en bloc le</i> <b>11.12.1944</b>	(RA/FAO 1944 298)	ev le <b>22.12.1944</b>	(RA/FAO 1944 298)	
<b>EMPL :</b> 13.11.1944 pm 66	<b>1er débat :</b> 13.11.1944 pm 76, 87	<b>2ème débat :</b> 11.12.1944 pm 1006, 1008	<b>3ème débat :</b> 11.12.1944 pm 1008		
<b>Art.</b>	<b>Alinéa(s)</b>	<b>En vigueur le</b>	<b>Etat</b>		
3			Modification		<a href="#">historique</a>
5	15		Abrogation		<a href="#">historique</a>
91	1		Modification		<a href="#">historique</a>
191			Abrogation		<a href="#">historique</a>

<b>211.01-07</b>	<i>modif. en bloc le</i> <b>12.12.1945</b>	(RA/FAO 1945 229)	ev le <b>21.12.1945</b>	(RA/FAO 1945 229)	
<b>EMPL :</b> 12.12.1945 am 741	<b>1er débat :</b> 12.12.1945 am 746, 757	<b>2ème débat :</b> 12.12.1945 am 757			
<b>Art.</b>	<b>Alinéa(s)</b>	<b>En vigueur le</b>	<b>Etat</b>		
107			Modification		<a href="#">historique</a>
118bis			Introduction		<a href="#">historique</a>

<b>211.01-08</b>	<i>modif. en bloc le</i> <b>12.05.1947</b>	(RA/FAO 1947 64)	ev le <b>12.05.1947</b>	(RA/FAO 1947 64)	
<b>EMPL :</b> 06.05.1947 am 98	<b>1er débat :</b> 06.05.1947 am 100, 126	<b>2ème débat :</b> 12.05.1947 pm 173, 174			
<i>Modifiés par loi du 12.05.1947 sur la prévoyance sociale et l'assistance publique</i>					
<b>Art.</b>	<b>Alinéa(s)</b>	<b>En vigueur le</b>	<b>Etat</b>		
11			Modification		<a href="#">historique</a>
20	1 ch.2		Modification		<a href="#">historique</a>
63	1		Modification		<a href="#">historique</a>

<b>211.01-09</b>	<i>modif. en bloc le</i> <b>23.05.1950</b>	(RA/FAO 1950 130)	ev le <b>15.10.1950</b>	(RA/FAO 1950 130)	
<b>EMPL :</b> 23.05.1950 am 875, 882	<b>1er débat :</b> 23.05.1950 am 888	<b>2ème débat :</b> 23.05.1950 am 889, 890			
<i>Modifié par loi du 23.05.1950 sur le registre du commerce</i>					
<b>Art.</b>	<b>Alinéa(s)</b>	<b>En vigueur le</b>	<b>Etat</b>		
8			Modification		<a href="#">historique</a>

<b>211.01-10</b>	<i>modif. en bloc le</i> <b>08.09.1954</b>	(RA/FAO 1954 186)	ev le <b>16.11.1954</b>	(RA/FAO 1954 186)	
<b>EMPL :</b> 06.09.1954 pm 1146	<b>1er débat :</b> 06.09.1954 pm 1214, 1218	<b>2ème débat :</b> 08.09.1954 am 1398			
<b>Art.</b>	<b>Alinéa(s)</b>	<b>En vigueur le</b>	<b>Etat</b>		
12			Modification		<a href="#">historique</a>
12bis			Introduction		<a href="#">historique</a>
12ter			Introduction		<a href="#">historique</a>
13			Modification		<a href="#">historique</a>
31	1		Modification		<a href="#">historique</a>
61			Modification		<a href="#">historique</a>

<b>211.01-11</b>	<i>modif. en bloc le</i> <b>30.11.1954</b>	(RA/FAO 1954 348)	ev le <b>10.12.1954</b>	(RA/FAO 1954 348)
<b>EMPL :</b> 24.11.1954 am 836, 842	<b>1er débat :</b> 24.11.1954 am 848	<b>2ème débat :</b> 30.11.1954 am 888		
<i>Abrogés par loi du 30.11.1954 modifiant le code de procédure civile du 20.11.1911</i>				
<b>Art.</b>	<b>Alinéa(s)</b>	<b>En vigueur le</b>	<b>Etat</b>	
43			Abrogation	<i>historique</i>
44			Abrogation	<i>historique</i>
45			Abrogation	<i>historique</i>
46			Abrogation	<i>historique</i>
47			Abrogation	<i>historique</i>
48			Abrogation	<i>historique</i>
49			Abrogation	<i>historique</i>

<b>211.01-12</b>	<i>modif. en bloc le</i> <b>18.05.1955</b>	(RA/FAO 1955 94)	ev le <b>01.07.1955</b>	(RA/FAO 1955 94)
<b>EMPL :</b> 16.05.1955 pm 317, 345, 346	<b>1er débat :</b> 16.05.1955 pm 349	<b>2ème débat :</b> 18.05.1955 pm 517, 518		
<i>Abrogés par loi du 18.05.1955 d'application dans le canton de Vaud de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite</i>				
<b>Art.</b>	<b>Alinéa(s)</b>	<b>En vigueur le</b>	<b>Etat</b>	
4	1 ch.16		Abrogation	<i>historique</i>
20	1 ch.4		Abrogation	<i>historique</i>

<b>211.01-13</b>	<i>modif. en bloc le</i> <b>05.09.1956</b>	(RA/FAO 1956 287)	ev le <b>01.01.1957</b>	(RA/FAO 1956 287)
<b>EMPL :</b> 03.09.1956 pm 1243, 1258	<b>1er débat :</b> 03.09.1956 pm 1311, 1346	<b>2ème débat :</b> 05.09.1956 am 1480, 1487		
<i>Mod. par loi du 05.09.1956 modifiant celle du 12.05.1947 sur la prévoyance sociale et l'assistance publique, elle-même abr. et remplacée par loi du 25.5.1977 sur la prévoyance et l'aide sociales</i>				
<b>Art.</b>	<b>Alinéa(s)</b>	<b>En vigueur le</b>	<b>Etat</b>	
11			Modification	<i>historique</i>
20	1 ch.2		Modification	<i>historique</i>
63			Modification	<i>historique</i>
64			Modification	<i>historique</i>
66			Abrogation	<i>historique</i>
67			Modification	<i>historique</i>
69			Modification	<i>historique</i>

<b>211.01-14</b>	<i>modif. en bloc le</i> <b>19.11.1956</b>	(RA/FAO 1956 348)	ev le <b>14.12.1956</b>	(RA/FAO 1956 348)
<b>EMPL :</b> 13.11.1956 am 117	<b>1er débat :</b> 13.11.1956 am 121	<b>2ème débat :</b> 19.11.1956 pm 221		
<b>Art.</b>	<b>Alinéa(s)</b>	<b>En vigueur le</b>	<b>Etat</b>	
120			Modification	<i>historique</i>

<b>211.01-15</b>	<i>modif. en bloc le</i> <b>23.02.1959</b>	(RA/FAO 1959 25)	ev le <b>01.01.1960</b>	(RA/FAO 1959 25)
<b>EMPL :</b> 17.02.1959 am 983, 997, 998	<b>1er débat :</b> 17.02.1959 am 1005, 1010	<b>2ème débat :</b> 23.02.1959 pm 1220		
<i>Modifié par loi du 23.02.1959 sur l'état civil</i>				
<b>Art.</b>	<b>Alinéa(s)</b>	<b>En vigueur le</b>	<b>Etat</b>	
71	1 a		Modification	<i>historique</i>

<b>211.01-16</b>	<i>modif. en bloc le</i> <b>20.02.1961</b>	(RA/FAO 1961 62)	ev le <b>07.04.1961</b>	(RA/FAO 1961 62)
<b>EMPL :</b> 13.02.1961 pm 1111	<b>1er débat :</b> 13.02.1961 pm 1117, 1122	<b>2ème débat :</b> 20.02.1961 pm 1358		
<b>Art.</b>	<b>Alinéa(s)</b>	<b>En vigueur le</b>	<b>Etat</b>	

135			Modification		historique
136bis			Modification		historique
136ter			Modification		historique

<b>211.01-17</b>	<i>modif. en bloc le 27.02.1963</i>		(RA/FAO 1963 128)	ev le <b>01.04.1963</b>	(RA/FAO 1963 128)
<b>EMPL :</b> 18.02.1963 pm 925	<b>1er débat :</b> 18.02.1963 pm 952, 953	<b>2ème débat :</b> 26.02.1961 am 1353, 1354	<b>3ème débat :</b> 27.02.1961 am 1412		
<b>Art.</b>	<b>Alinéa(s)</b>	<b>En vigueur le</b>	<b>Etat</b>		
188			Modification		historique
189			Modification		historique
190			Modification		historique

<b>211.01-18</b>	<i>modif. en bloc le 22.02.1965</i>		(RA/FAO 1965 17)	ev le <b>12.03.1965</b>	(RA/FAO 1965 17)
<b>EMPL :</b> 15.02.1965 pm 663	<b>1er débat :</b> 15.02.1965 pm 669	<b>2ème débat :</b> 22.02.1965 pm 835			
<b>Art.</b>	<b>Alinéa(s)</b>	<b>En vigueur le</b>	<b>Etat</b>		
107			Modification		historique

<b>211.01-19</b>	<i>modif. en bloc le 19.05.1965</i>		(RA/FAO 1965 119)	ev le <b>23.07.1965</b>	(RA/FAO 1965 119)
<b>EMPL :</b> 17.05.1965 pm 404	<b>1er débat :</b> 17.05.1965 pm 414	<b>2ème débat :</b> 19.05.1965 am 499, 500			
<b>Art.</b>	<b>Alinéa(s)</b>	<b>En vigueur le</b>	<b>Etat</b>		
4	1 ch.28bis,34quater,34quinquies,45		Introduction		historique
4	2		Modification		historique
20	1		Modification		historique
169bis			Introduction		historique
169ter			Introduction		historique
206			Modification		historique
206bis			Introduction		historique
206ter			Introduction		historique

<b>211.01-20</b>	<i>modif. en bloc le 14.12.1966</i>		(RA/FAO 1966 361)	ev le <b>01.09.1971</b>	(RA/FAO 1970 433)
<b>EMPL :</b> 07.12.1966 am 673, 899	<b>1er débat :</b> 07.12.1966 pm 1004, 12.12.1966 pm 1026, 1035	<b>2ème débat :</b> 14.12.1966 pm 1137, 1139	<b>3ème débat :</b> 14.12.1966 pm 1139, 1145		

Modifiés par le Code de procédure civile du 14.12.1966 (RSV 270.11)

<b>Art.</b>	<b>Alinéa(s)</b>	<b>En vigueur le</b>	<b>Etat</b>		
3	1 ch.4		Modification		historique
4	1 ch.34 quinquies,2		Modification		historique
4	1 ch.34sexies		Introduction		historique
4	1 ch.34quater,ch.42		Abrogation		historique
5	3bis,16		Introduction		historique
19			Modification		historique
20	ch.1-4		Modification		historique
20	ch.5		Introduction		historique
42			Abrogation		historique
51			Abrogation		historique
52			Abrogation		historique
55			Abrogation		historique
60	4		Modification		historique
87			Abrogation		historique
91	4		Modification		historique
175			Abrogation		historique
182			Abrogation		historique

183			Abrogation		<a href="#">historique</a>
-----	--	--	------------	--	----------------------------

<b>211.01-21</b>	<i>modif. en bloc le</i> <b>23.05.1972</b>	(RA/FAO 1972 138)	ev le <b>26.09.1972</b>	(RA/FAO 1972 138)
<b>EMPL :</b> 16.05.1972 am 450, 470	<b>1er débat :</b> 16.05.1972 am 474, 475	<b>2ème débat :</b> 23.05.1972 am 658, 660	<b>3ème débat :</b> 23.05.1972 am 661	
<i>Abrogé par loi du 23.05.1972 sur le registre foncier</i>				
<b>Art.</b>	<b>Alinéa(s)</b>	<b>En vigueur le</b>	<b>Etat</b>	
11	2 c		Abrogation	<a href="#">historique</a>

<b>211.01-22</b>	<i>modif. en bloc le</i> <b>05.09.1973</b>	(RA/FAO 1973 206)	ev le <b>30.10.1973</b>	(RA/FAO 1973 206)
<b>EMPL :</b> 03.09.1973 pm 873	<b>1er débat :</b> 03.09.1973 pm 889	<b>2ème débat :</b> 05.09.1973 am 1163		
<b>Art.</b>	<b>Alinéa(s)</b>	<b>En vigueur le</b>	<b>Etat</b>	
4	1 ch.14		Modification	<a href="#">historique</a>
5	1 ch. 10		Modification	<a href="#">historique</a>
12	1 ch.4		Modification	<a href="#">historique</a>
12quater			Introduction	<a href="#">historique</a>
61			Modification	<a href="#">historique</a>

<b>211.01-23</b>	<i>modif. en bloc le</i> <b>17.09.1974</b>	(RA/FAO 1974 180)	ev le <b>17.12.1974</b>	(RA/FAO 1974 180)
<b>EMPL :</b> 10.09.1974 pm 1086, 1125	<b>1er débat :</b> 10.09.1974 pm 1144, 1161	<b>2ème débat :</b> 17.09.1974 am 1286		
<i>Modifié par la loi du 17.09.1974 sur la protection des eaux contre la pollution (RSV 814.31)</i>				
<b>Art.</b>	<b>Alinéa(s)</b>	<b>En vigueur le</b>	<b>Etat</b>	
188			Modification	<a href="#">historique</a>

<b>211.01-24</b>	<i>modif. en bloc le</i> <b>25.11.1974</b>	(RA/FAO 1974 241)	ev le <b>01.01.1975</b>	(RA/FAO 1974 241)
<b>EMPL :</b> 19.11.1974 pm 196, 263	<b>1er débat :</b> 19.11.1974 pm 284, 289	<b>2ème débat :</b> 25.11.1974 pm 313, 315		
<i>Modifiés par loi du 25.11.1974 sur l'expropriation (RSV 710.01)</i>				
<b>Art.</b>	<b>Alinéa(s)</b>	<b>En vigueur le</b>	<b>Etat</b>	
168bis	2,3		Modification	<a href="#">historique</a>
169	2		Introduction	<a href="#">historique</a>

<b>211.01-25</b>	<i>modif. en bloc le</i> <b>28.05.1975</b>	(RA/FAO 1975 106)	ev le <b>01.01.1975</b>	(RA/FAO 1975 106)
<b>EMPL :</b> 26.05.1975 pm 581	<b>1er débat :</b> 26.05.1975 pm 590, 594	<b>2ème débat :</b> 28.05.1975 am 838, 843		
<b>Art.</b>	<b>Alinéa(s)</b>	<b>En vigueur le</b>	<b>Etat</b>	
3			Modification	<a href="#">historique</a>
5	1 ch.14		Modification	<a href="#">historique</a>
91			Modification	<a href="#">historique</a>

<b>211.01-26</b>	<i>modif. en bloc le</i> <b>28.11.1977</b>	(RA/FAO 1977 428)	ev le <b>01.01.1978</b>	(RA/FAO 1977 428)
<b>EMPL :</b> 23.11.1977 pm 603, 605	<b>1er débat :</b> 23.11.1977 pm 633	<b>2ème débat :</b> 28.11.1977 pm 668		
<b>Art.</b>	<b>Alinéa(s)</b>	<b>En vigueur le</b>	<b>Etat</b>	
T2, C3, S5			Modification	<a href="#">historique</a>
T2, C3, S5, Ss4			Modification	<a href="#">historique</a>

T2, C3, S5, Ss5			Modification		historique
T2, C3, S5, Ss1			Abrogation		historique
T2, C3, S6			Abrogation		historique
2	1 ch.3		Modification		historique
2	1 ch.5-6		Abrogation		historique
3	1,2 ch.3		Modification		historique
3	2 ch.1-2		Abrogation		historique
4	1 ch.14-16		Modification		historique
4	1 ch.16a		Introduction		historique
4	1 ch.13		Abrogation		historique
5	1 ch.7,12		Modification		historique
5	1 ch.8,9,11		Abrogation		historique
6			Modification		historique
10	1 b ch.1,2		Modification		historique
10	3		Introduction		historique
10	1 b ch.2,3		Abrogation		historique
11	3		Abrogation		historique
20	1 ch.3		Modification		historique
24	2		Modification		historique
60			Abrogation		historique
62			Modification		historique
63			Modification		historique
64			Modification		historique
65			Abrogation		historique
67			Modification		historique
68			Modification		historique
69			Modification		historique
70			Modification		historique
71	1 a,c,d		Modification		historique
71	1 b		Abrogation		historique
72			Modification		historique
73			Abrogation		historique
74			Abrogation		historique
75			Modification		historique
76			Modification		historique
77			Modification		historique
78			Abrogation		historique
79			Abrogation		historique
80			Abrogation		historique
81			Abrogation		historique
82			Abrogation		historique
83			Abrogation		historique
84			Abrogation		historique

<b>211.01-27</b>	<i>modif. en bloc le</i> <b>12.11.1980</b>	(RA/FAO 1980 344)	ev le <b>01.01.1981</b>	(RA/FAO 1980 344)
<b>EMPL :</b> 11.11.1980 am 90	<b>1er débat :</b> 11.11.1980 am 105	<b>2ème débat :</b> 12.11.1980 am 127		
<b>Art.</b>	<b>Alinéa(s)</b>	<b>En vigueur le</b>	<b>Etat</b>	
3	2 ch.5		Introduction	historique

<b>211.01-28</b>	<i>modif. en bloc le</i> <b>24.05.1983</b>	(RA/FAO 1983 167)	ev le <b>26.07.1983</b>	(RA/FAO 1983 167)
<b>EMPL :</b> 16.05.1983 pm 616, 637	<b>1er débat :</b> 17.05.1983 am 681, 683	<b>2ème débat :</b> 24.05.1983 am 947		
<b>Art.</b>	<b>Alinéa(s)</b>	<b>En vigueur le</b>	<b>Etat</b>	
31	2		Modification	historique

<b>211.01-29</b>	<i>modif. en bloc le</i> <b>22.05.1984</b>	(RA/FAO 1984 107)	ev le <b>01.01.1985</b>	(RA/FAO 1984 107)
------------------	--	-------------------	-------------------------	-------------------

<b>EMPL :</b> 08.05.1984 pm 176, 191		<b>1er débat :</b> 15.05.1984 am 295	<b>2ème débat :</b> 22.05.1984 am 420	
<b>Art.</b>	<b>Alinéa(s)</b>	<b>En vigueur le</b>	<b>Etat</b>	
195			Abrogation	<i>historique</i>

<b>211.01-30</b>		<i>modif. en bloc le</i> <b>04.03.1985</b>	(RA/FAO 1985 88)	ev le <b>01.07.1985</b>	(RA/FAO 1985 88)
<b>EMPL :</b> 20.02.1985 am 1620		<b>1er débat :</b> 20.02.1985 pm 1664	<b>2ème débat :</b> 27.02.1985 pm 2033	<b>3ème débat :</b> 04.03.1985 am 2050	
<b>Art.</b>	<b>Alinéa(s)</b>	<b>En vigueur le</b>	<b>Etat</b>		
4	1 ch.1a		Introduction		<i>historique</i>
20	1 ch.6		Introduction		<i>historique</i>

<b>211.01-31</b>		<i>modif. en bloc le</i> <b>18.11.1985</b>	(RA/FAO 1985 476)	ev le <b>21.01.1986</b>	(RA/FAO 1985 476)
<b>EMPL :</b> 12.11.1985 pm 134		<b>1er débat :</b> 12.11.1985 pm 147	<b>2ème débat :</b> 18.11.1985 pm 581		
<b>Art.</b>	<b>Alinéa(s)</b>	<b>En vigueur le</b>	<b>Etat</b>		
10	1 a ch.1		Abrogation		<i>historique</i>
11	1 ch.2 b		Abrogation		<i>historique</i>
12bis			Modification		<i>historique</i>
33			Modification		<i>historique</i>

<b>211.01-32</b>		<i>modif. en bloc le</i> <b>15.09.1987</b>	(RA/FAO 1987 311)	ev le <b>01.01.1988</b>	(RA/FAO 1987 311)
<b>EMPL :</b> 09.09.1987 pm 1820		<b>1er débat :</b> 09.09.1987 pm 1840, 1845	<b>2ème débat :</b> 15.09.1987 am 1989		
<b>Art.</b>	<b>Alinéa(s)</b>	<b>En vigueur le</b>	<b>Etat</b>		
T2, C3, S3			Abrogation		<i>historique</i>
2	1 ch.1		Modification		<i>historique</i>
2	1 ch.2,ch.4		Abrogation		<i>historique</i>
3	1		Modification		<i>historique</i>
4	1 ch.2-13		Modification		<i>historique</i>
4	1 ch.5bis		Introduction		<i>historique</i>
4	1 ch.20,ch.21		Abrogation		<i>historique</i>
5	1 ch. 6		Modification		<i>historique</i>
5	1 ch.2		Abrogation		<i>historique</i>
12	1 ch.1		Modification		<i>historique</i>
12quater	1 ch.3		Introduction		<i>historique</i>
16			Modification		<i>historique</i>
19			Modification		<i>historique</i>
20			Modification		<i>historique</i>
40			Abrogation		<i>historique</i>
41			Abrogation		<i>historique</i>
50			Modification		<i>historique</i>
53			Modification		<i>historique</i>
54			Abrogation		<i>historique</i>
56			Abrogation		<i>historique</i>
57			Abrogation		<i>historique</i>
58			Abrogation		<i>historique</i>
59			Abrogation		<i>historique</i>
119			Abrogation		<i>historique</i>
120			Modification		<i>historique</i>
121			Abrogation		<i>historique</i>
198			Modification		<i>historique</i>
198a			Introduction		<i>historique</i>
199			Modification		<i>historique</i>
200			Modification		<i>historique</i>
201			Modification		<i>historique</i>
201a			Introduction		<i>historique</i>
202			Modification		<i>historique</i>

<b>211.01-33</b>		<i>modif. en bloc le 25.11.1987</i>	(RA/FAO 1987 462)	ev le <b>01.05.1988</b>	(RA/FAO 1987 462)
<b>EMPL :</b> 16.11.1987 pm 417, 485		<b>1er débat :</b> 18.11.1987 am 623, 624	<b>2ème débat :</b> 25.11.1987 am 788		
<b>Art.</b>	<b>Alinéa(s)</b>	<b>En vigueur le</b>	<b>Etat</b>		
T2, C3, S5, Ss7			Modification		historique
T2, C3, S5, Ss8			Modification		historique
2	1 ch.21a		Introduction		historique
4	1 ch.30a		Introduction		historique
138			Modification		historique
138a			Introduction		historique
140			Abrogation		historique
141			Abrogation		historique
142			Abrogation		historique
143			Abrogation		historique
144			Abrogation		historique
145			Abrogation		historique
146			Abrogation		historique
147			Abrogation		historique
148			Abrogation		historique
149			Abrogation		historique
150			Abrogation		historique
151			Abrogation		historique
152			Abrogation		historique
153			Abrogation		historique
154			Abrogation		historique
155			Abrogation		historique
156			Abrogation		historique
157			Abrogation		historique
158			Abrogation		historique
159			Abrogation		historique
160			Abrogation		historique
161			Abrogation		historique
162			Abrogation		historique
163			Abrogation		historique
164			Abrogation		historique
165			Abrogation		historique
166			Abrogation		historique
167			Modification		historique
168bis			Abrogation		historique

<b>211.01-34</b>		<i>modif. en bloc le 13.12.1989</i>	(RA/FAO 1989 556)	ev le <b>01.04.1990</b>	(RA/FAO 1989 556)
<b>EMPL :</b> 15.11.1989 pm 298		<b>1er débat :</b> 15.11.1989 pm 353, 368	<b>2ème débat :</b> 13.12.1989 am 1997, 2005		
<b>Art.</b>	<b>Alinéa(s)</b>	<b>En vigueur le</b>	<b>Etat</b>		
188	1 ch.13		Introduction		historique

<b>211.01-35</b>		<i>modif. en bloc le 18.12.1989</i>	(RA/FAO 1989 614)	ev le <b>01.07.1991</b>	(RA/FAO 1991 162)
<b>EMPL :</b> 21.11.1989 am 514, 578		<b>1er débat :</b> 22.11.1989 am 796, 814	<b>2ème débat :</b> 18.12.1989 pm 2042		
<b>Art.</b>	<b>Alinéa(s)</b>	<b>En vigueur le</b>	<b>Etat</b>		
13	1		Modification		historique

<b>211.01-36</b>		<i>modif. en bloc le 27.02.1990</i>	(RA/FAO 1990 83)	ev le <b>11.05.1990</b>	(RA/FAO 1990 83)
<b>EMPL :</b> 21.02.1990 am 2411		<b>1er débat :</b> 21.02.1990 2549 am	<b>2ème débat :</b> 27.02.1990 pm 2738		
<b>Art.</b>	<b>Alinéa(s)</b>	<b>En vigueur le</b>	<b>Etat</b>		

12	1 ch.5		Modification		historique
32			Abrogation		historique

<b>211.01-37</b>	<i>modif. en bloc le</i> <b>05.12.1990</b>	(RA/FAO 1990 603)	ev le <b>22.03.1991</b>	(RA/FAO 1990 603)
<b>EMPL :</b> 27.11.1990 pm 915	<b>1er débat :</b> 27.11.1990 pm 923	<b>2ème débat :</b> 05.12.1990 pm 1366		
<b>Art.</b>	<b>Alinéa(s)</b>	<b>En vigueur le</b>	<b>Etat</b>	
8	2		Abrogation	historique

<b>211.01-38</b>	<i>modif. en bloc le</i> <b>10.12.1991</b>	(RA/FAO 1991 660)	ev le <b>01.04.1992</b>	(RA/FAO 1991 660)
<b>EMPL :</b> 25.11.1991 pm 743, 770	<b>1er débat :</b> 25.11.1991 pm 780, 797	<b>2ème débat :</b> 10.12.1991 am 1632, 1634, 1635		
<i>Modifié par loi du 10.12.1991 sur les routes (RSV 725.01)</i>				
<b>Art.</b>	<b>Alinéa(s)</b>	<b>En vigueur le</b>	<b>Etat</b>	
188	1 ch.12		Modification	historique

<b>211.01-39</b>	<i>modif. en bloc le</i> <b>13.09.1993</b>	(RA/FAO 1993 308)	ev le <b>01.01.1994</b>	(RA/FAO 1993 308)
<b>EMPL :</b> 06.09.1993 pm 1310, 1326	<b>1er débat :</b> 06.09.1993 pm 1348	<b>2ème débat :</b> 13.09.1993 am 2364		
<b>Art.</b>	<b>Alinéa(s)</b>	<b>En vigueur le</b>	<b>Etat</b>	
4	2		Modification	historique
4	1 ch.29a		Introduction	historique
4	1 ch.28k		Abrogation	historique
15			Abrogation	historique
138	4		Introduction	historique
164			Modification	historique
165			Modification	historique
166			Modification	historique
194	2		Introduction	historique

<b>211.01-40</b>	<i>modif. en bloc le</i> <b>14.11.1995</b>	(RA/FAO 1995 475)	ev le <b>14.11.1995</b>	(RA/FAO 1995 475)
<b>EMPL :</b> 06.11.1995 pm 2522	<b>1er débat :</b> 06.11.1995 pm 2532	<b>2ème débat :</b> 14.11.1995 am 2949		
<b>Art.</b>	<b>Alinéa(s)</b>	<b>En vigueur le</b>	<b>Etat</b>	
12	1 ch.3		Abrogation	historique
27			Abrogation	historique
110			Abrogation	historique

<b>211.01-41</b>	<i>modif. en bloc le</i> <b>20.05.1996</b>	(RA/FAO 1996 112)	ev le <b>23.07.1996</b>	(RA/FAO 1996 112)
<b>EMPL :</b> 08.05.1996 pm 551	<b>1er débat :</b> 08.05.1996 pm 577	<b>2ème débat :</b> 20.05.1996 pm 746		
<b>Art.</b>	<b>Alinéa(s)</b>	<b>En vigueur le</b>	<b>Etat</b>	
188	1 ch.14		Introduction	historique

<b>211.01-42</b>	<i>modif. en bloc le</i> <b>15.06.1999</b>	(RA/FAO 1999 362)	ev le <b>28.01.2000</b>	(RA/FAO 1999 362)
<b>EMPL :</b> 07.06.1999 pm 1175	<b>1er débat :</b> 07.06.1999 pm 1220	<b>2ème débat :</b> 15.06.1999 pm 1850		
<b>Art.</b>	<b>Alinéa(s)</b>	<b>En vigueur le</b>	<b>Etat</b>	
16			Modification	historique

199			Modification		historique
-----	--	--	--------------	--	------------

<b>211.01-43</b>		<i>modif. en bloc le</i> <b>08.11.1999</b>		(RA/FAO 1999 659)	ev le <b>01.01.2000</b>	(RA/FAO 1999 659)
<b>EMPL :</b> 02.11.1999 am 4487		<b>1er débat :</b> 02.11.1999 pm 4696		<b>2ème débat :</b> 08.11.1999 pm 4835		
<b>Art.</b>	<b>Alinéa(s)</b>	<b>En vigueur le</b>	<b>Etat</b>			
3	1		Modification			historique
4	1 ch.1-2,ch.4-5bis,ch.16		Modification			historique
4	1 ch.3		Abrogation			historique
5	1 ch.5,6		Modification			historique
5	1 ch.3,4,15		Abrogation			historique
6			Modification			historique
10	1 a ch.2		Abrogation			historique
12	1 ch.2 a,b		Modification			historique
12ter	1 ch.2		Modification			historique
12	1 ch.2 c		Abrogation			historique
13			Abrogation			historique
14	1 ch.4		Modification			historique
14	1 ch.3 a		Abrogation			historique
20	1 ch.1,ch.3,ch.5b		Modification			historique
21			Modification			historique
29	2,3		Modification			historique
30			Modification			historique
34			Abrogation			historique
35			Abrogation			historique
36			Modification			historique
37			Abrogation			historique
38			Modification			historique
39	1		Modification			historique
39	2		Abrogation			historique

<b>211.01-44</b>		<i>modif. en bloc le</i> <b>05.12.2001</b>		(RA/FAO 2001 766)	ev le <b>01.10.2004</b>	(RA/FAO 2004 630)
<b>EMPL :</b> 06.11.2001 pm 4300		<b>1er débat :</b> 13.11.2001 am 4819, 4820		<b>2ème débat :</b> 05.12.2001 pm 6383, 6386		
<b>Art.</b>	<b>Alinéa(s)</b>	<b>En vigueur le</b>	<b>Etat</b>			
2	1 ch.8a,ch.11,ch.13,ch.15 d,ch.18,ch.20,ch.20a		Modification			historique
2	1 ch.8a,ch.20a		Introduction			historique
2	1 ch.19		Abrogation			historique
3	2 ch.1		Modification			historique
4	1 ch.18,ch.22-25,ch.34ter		Abrogation			historique
5	1		Modification			historique
5	1 ch.13,14		Abrogation			historique
18a			Introduction			historique
20	1 ch.1,ch.5 b		Modification			historique
91	1,4		Modification			historique
93	1		Modification			historique
93	2		Abrogation			historique
101			Modification			historique
109	1,3		Modification			historique
124			Modification			historique
125	1,2		Abrogation			historique

<b>211.01-45</b>		<i>modif. en bloc le</i> <b>02.12.2003</b>		(RA/FAO 2003 806)	ev le <b>01.02.2004</b>	(RA/FAO 2003 806)
<b>EMPL :</b> 25.11.2003 am 5119		<b>1er débat :</b> 25.11.2003 am 5135		<b>2ème débat :</b> 02.12.2003 pm 5272, 5273		
<b>Art.</b>	<b>Alinéa(s)</b>	<b>En vigueur le</b>	<b>Etat</b>			

<b>12ter</b>	1 ch.3		Modification		<a href="#">historique</a>
<b>12</b>	1 ch.7		Abrogation		<a href="#">historique</a>
<b>12bis</b>			Abrogation		<a href="#">historique</a>
<b>31</b>			Abrogation		<a href="#">historique</a>
<b>33</b>			Modification		<a href="#">historique</a>
<b>118bis</b>	2		Modification		<a href="#">historique</a>

<b>211.01-46</b>	modif. en bloc le <b>01.11.2005</b>		(RA/FAO 22.11.2005)	ev le <b>01.01.2006</b>	(RA/FAO 17.01.2006)
<b>EMPL :</b> 25.10.2005 pm 4407			<b>2ème débat :</b> 01.11.2005 am 4751		
<b>Art.</b>	<b>Alinéa(s)</b>	<b>En vigueur le</b>	<b>Etat</b>		
<b>120</b>	2		Introduction		<a href="#">historique</a>

<b>211.01-47</b>	modif. en bloc le <b>19.12.2006</b>		(RA/FAO 29.12.2006)	ev le <b>01.01.2007</b>	(RA/FAO 20.02.2007)
<b>EMPL :</b> 13.12.2006 am 6638		<b>1er débat :</b> 13.12.2006 am 6794	<b>2ème débat :</b> 19.12.2006 pm 7105		
<b>Art.</b>	<b>Alinéa(s)</b>	<b>En vigueur le</b>	<b>Etat</b>		
<b>93</b>	3		Modification		<a href="#">historique</a>
<b>94</b>	1		Modification		<a href="#">historique</a>

<b>211.01-48</b>	modif. en bloc le <b>30.10.2007</b>		(RA/FAO 13.11.2007)	ev le <b>01.01.2008</b>	(RA/FAO 15.01.2008)
<b>Art.</b>	<b>Alinéa(s)</b>	<b>En vigueur le</b>	<b>Etat</b>		
<b>118bis</b>	2		Modification		<a href="#">historique</a>

<b>211.01-49</b>	modif. en bloc le <b>01.07.2008</b>		(RA/FAO 15.07.2008)	ev le <b>01.09.2008</b>	(RA/FAO 05.09.2008)
					<a href="#">Actes liés</a>
<b>Art.</b>	<b>Alinéa(s)</b>	<b>En vigueur le</b>	<b>Etat</b>		
<b>12</b>	1 ch.8-9		Introduction		<a href="#">historique</a>
<b>12ter</b>	1 ch.3		Abrogation		<a href="#">historique</a>
<b>12</b>	1		Modification		<a href="#">historique</a>
<b>12ter</b>	1		Modification		<a href="#">historique</a>
<b>12quater</b>	1		Modification		<a href="#">historique</a>
<b>14</b>	1 ch.2		Abrogation		<a href="#">historique</a>
<b>14</b>	1		Modification		<a href="#">historique</a>
<b>61</b>	1		Modification		<a href="#">historique</a>
<b>63</b>	1		Modification		<a href="#">historique</a>
<b>64</b>	3		Modification		<a href="#">historique</a>
<b>68</b>	1		Modification		<a href="#">historique</a>
<b>129</b>	1		Modification		<a href="#">historique</a>

<b>211.01-50</b>	modif. en bloc le <b>23.09.2008</b>		(RA/FAO 03.10.2008)	ev le <b>25.11.2008</b>	(RA/FAO 25.11.2008)
					<a href="#">Actes liés</a>
<b>Art.</b>	<b>Alinéa(s)</b>	<b>En vigueur le</b>	<b>Etat</b>		
<b>4</b>	1 ch.1b		Introduction		<a href="#">historique</a>
<b>26a</b>			Introduction		<a href="#">historique</a>
<b>26b</b>			Introduction		<a href="#">historique</a>
<b>26c</b>			Introduction		<a href="#">historique</a>

<b>211.01-51</b>	modif. en bloc le <b>05.05.2009</b>		(RA/FAO 15.05.2009)	ev le <b>01.01.2009</b>	(RA/FAO 07.07.2009)
					<a href="#">Actes liés</a>

Art.	Alinéa(s)	En vigueur le	Etat
<b>33</b>	1		Modification
<b>33a</b>			Introduction
<b>33b</b>			Introduction

<b>211.01-52</b>	acte abrogé le <b>12.01.2010</b>	(RA/FAO 26.01.2010)	ev le <b>01.01.2011</b>	(RA/FAO 27.04.2010)
------------------	-------------------------------------	---------------------	-------------------------	---------------------

Tous les articles ont été abrogés, à l'exception des articles 2 ch.3,7,8 à 9, 3, 4, ch. 19, 11, 21, al. 1, 62 à 64, 67 à 70, 88 à 118bis.

Art.	Alinéa(s)	En vigueur le	Etat
------	-----------	---------------	------

<b>211.01-53</b>	modif. en bloc le <b>21.06.2011</b>	(RA/FAO 05.07.2011)	ev le <b>01.01.2012</b>	(RA/FAO 23.08.2011)
------------------	--	---------------------	-------------------------	---------------------

Actes liés

Aux termes de l'article 2 de cette loi et au plus tard en juin 2013, le Conseil d'Etat présente au Grand Conseil un rapport accompagné des déterminations de l'ordre judiciaire sur les résultats de la deuxième phase des travaux du groupe de travail interdépartemental, en particulier sur le bien-fondé des demandes de mise sous tutelle/curatelle et sur la possibilité d'augmenter la rémunération des tuteurs/curateurs.

Art.	Alinéa(s)	En vigueur le	Etat
<b>97a</b>			Introduction



211.01

## Tableau des commentaires (LVCC)

en vigueur

[lien vers acte en vigueur](#)

### Loi d'introduction dans le Canton de Vaud du Code civil suisse (LVCC) du 30.11.1910

---

#### Préambule

*Comm. A : Code civil suisse du 10.12.1907 (RS 210)*

---

#### T1

*Comm. A : La loi du 11.02.1970 sur l'organisation du Conseil d'Etat ([RSV 172.115](#)) a modifié la dénomination de certains départements cités dans la présente loi*

---

#### T3, C1, S3

*Comm. A : Actuellement autorité parentale selon loi fédérale du 25.06.1976 modifiant le CCS (ROLF 1977 I, p. 237)*

---

#### Art. 1

[lien vers article](#)

*Comm. A : Loi du 12.12.1979 d'organisation judiciaire ([RSV 173.01](#))*

---

#### Art. 2

[lien vers article](#)

*Comm. A : Code rural et foncier du 08.12.1987 ([RSV 211.41](#))*

---

#### Art. 4

[lien vers article](#)

*Comm. A : Loi du 25.11.1987 sur l'état civil ([RSV 211.11](#))*

*Comm. B : Code de procédure civile du 14.12.1966 ([RSV 270.11](#))*

*Comm. C : Voir aussi arrêté du 18.6.1965 relatif à la propriété par étages ([RSV 211.43.1](#))*

*Comm. D : Code rural et foncier du 08.12.1987 ([RSV 211.41](#))*

---

#### Art. 61

[lien vers article](#)

*Comm. A : Loi fédérale du 30.03.1911 complétant le code civil suisse (RS 220)*

---

#### Art. 63

[lien vers article](#)

*Comm. A : Loi fédérale du 30.03.1911 complétant le code civil suisse (RS 220)*

*Comm. B : Code de procédure civile du 14.12.1966 ([RSV 270.11](#))*

---

#### Art. 67

[lien vers article](#)

*Comm. A : Code de procédure civile du 14.12.1966 ([RSV 270.11](#))*

---

#### Art. 68

[lien vers article](#)

*Comm. A : Loi fédérale du 30.03.1911 complétant le code civil suisse (RS 220)*

- 
- Art. 70** [lien vers article](#)  
*Comm. A* : Code de procédure civile du 14.12.1966 ([RSV 270.11](#))
- 
- Art. 89** [lien vers article](#)  
*Comm. A* : Voir art. 379, 395, 397 et 398 du code de procédure civile du 14.12.1966 ([RSV 270.11](#))
- 
- Art. 92** [lien vers article](#)  
*Comm. A* : Actuellement ordonnance fédérale du 28.04.2004 sur l'état civil (RS 211.112.2)
- 
- Art. 100** [lien vers article](#)  
*Comm. A* : Voir art. 587, 588 et 591 à 594 du code de procédure civile du 14.12.1966 ([RSV 270.11](#))
- 
- Art. 107** [lien vers article](#)  
*Comm. A* : Il s'agit en fait de l'art. 416 CCS
- 
- Art. 109** [lien vers article](#)  
*Comm. A* : Art. 486 ss du Code de procédure civile du 14.12.1966 ([RSV 270.11](#))
- 
- Art. 118** [lien vers article](#)  
*Comm. A* : Voir règlement du 20.10.1982 concernant l'administration des tutelles et curatelles ([RSV 211.255.1](#))
- 
- Art. 118bis** [lien vers article](#)  
*Comm. A* : Voir arrêté du 19.10.1983 sur l'Office du tuteur général ([RSV 211.255.5](#))
- 
- Art. 138** [lien vers article](#)  
*Comm. A* : Voir notamment Code rural et foncier du 08.12.1987 ([RSV 211.41](#)); loi du 10.12.1991 sur les routes ([RSV 725.01](#)); loi du 05.09.1944 sur l'utilisation des lacs et cours d'eau dépendant du domaine public ([RSV 731.01](#)); loi du 03.12.1957 sur la police des eaux dépendant du domaine public ([RSV 721.01](#)) et loi du 06.02.1891 sur les mines ([RSV 931.11](#))
- 
- Art. 139** [lien vers article](#)  
*Comm. A* : Actuellement loi du 09.10.2012 sur le registre foncier ([RSV 211.61](#))  
*Comm. B* : Art. 519 ss du Code de procédure civile du 14.12.1966 ([RSV 270.11](#))
-